

PROJET D'OBSERVATIONS

1.— La commission des Finances souligne la place essentielle du dialogue entre la science et la société sur l'ensemble des enjeux du XXI^{ème} siècle – notamment, ceux du développement durable, des technologies de l'information, des bio et des nanotechnologies – et l'importance d'une politique de diffusion de la culture scientifique. Cette politique est nécessaire aussi bien à l'échelle nationale qu'à travers un effort soutenu de diffusion locale, et particulièrement en direction des jeunes.

Le rapprochement de la Cité des Sciences et de l'Industrie et du Palais de la Découverte lui paraît permettre l'émergence d'un opérateur national capable de piloter une politique d'ensemble en ce domaine. La Commission souhaite en conséquence qu'une véritable politique de rayonnement et de diffusion scientifique soit clairement affirmée et organisée et que ses moyens, par nature interministériels, soient rendus plus lisibles et plus faciles à contrôler, notamment dans le cadre d'une ligne-programme de la LOLF.

2.— La commission des Finances souligne l'importance des enjeux liés à l'Espace Européen de la recherche et au programme-cadre 2007-2013. Elle souhaite que la France maintienne les positions que les équipes de chercheurs ont su prendre dans les différents projets liés à ce programme. Elle demande également que notre pays soutienne activement, auprès de ses partenaires, les initiatives tendant à établir une meilleure gouvernance de l'Espace Économique Européen, à développer les programmes conjoints de recherche entre États-membres, à définir une stratégie de coopération scientifique internationale de l'Union européenne et à mieux articuler les instruments européens et les instruments nationaux des politiques de recherche.

3.— La commission des Finances souhaite une véritable révision générale des politiques publiques de financement de l'innovation, qu'il s'agisse notamment du rôle des pôles de compétitivité, des actions conduites par Oséo ou de l'utilisation du crédit d'impôt-recherche, afin de rechercher plus d'impact et plus de cohérence, notamment en direction des jeunes entreprises innovantes et des PME. Dans le même esprit, elle souhaite une meilleure mobilisation vers ces acteurs des sommes collectées dans le cadre de l'assurance-vie. Elle souhaite enfin que des synergies plus fortes soient recherchées avec nos partenaires européens, particulièrement dans le cadre d'initiatives communes impliquant la Banque européenne d'investissement (BEI).